

Questions orales

exemple à mettre John Crow à la porte, à lui donner ses huit jours?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, c'est certainement pas moi qui défendrai les politiques de Pierre Elliot Trudeau, alors ne m'interrogez pas à ce sujet.

Voici une question comparable à la dernière qui a été posée par les libéraux, où l'interpellateur pense peut-être un peu plus à ce qui va être diffusé aux informations télévisées de ce soir. La réponse est la même. Le NPD dit: «Père Noël, apportez-moi des taux d'intérêt moins élevés.» Ce ne sont pas des choses qu'on obtient en rêvant. Ce n'est pas en rêvant qu'on fait baisser les taux d'intérêt, c'est en suivant une certaine politique.

La politique dont nous parlent les néo-démocrates et les libéraux, c'est la politique de la planche à billets, qui fera monter les taux d'intérêt dans quelques mois, même si elle les fait baisser à court terme. Ce n'est pas ainsi qu'on se débarrasse de l'inflation.

Voilà exactement ce qu'ont donné dans les années 70 les politiques adoptées par mon collègue d'en face. Le député de Notre-Dame-de-Grâce était ici lui aussi. Ils ont sorti la planche à billets. Ils ont fait passer le taux d'inflation de 5,5 p. 100 à 13 p. 100. Ils ont fait passer le taux de chômage de 7 p. 100 environ à 13 p. 100, et ils ont fait passer les taux d'intérêt de 10 p. 100 environ à 24 p. 100.

Des voix: Quelle honte.

M. Nystrom: Monsieur le Président, si le ministre des Finances veut savoir comment réduire le taux d'escompte, il n'a qu'à le demander au président du Comité des finances. Il le lui dira, comme le comité le lui a dit en juin dernier.

J'ai une question à poser au ministre des Finances concernant le taux de chômage. Ce taux s'élève à 7 p. 100 actuellement. Nous avons environ un million de chômeurs. Quel taux de chômage le ministre des Finances tolérera-t-il avant de modifier la politique monétaire du Canada? Est-ce 8 p. 100 ou 9 p. 100? Parce qu'à 9 p. 100, nous aurons 250 000 chômeurs de plus.

Où s'arrêtera-t-il? Quel taux de chômage tolérera-t-il avant d'ordonner au gouverneur de la Banque du Canada

de réduire le taux d'escompte? Les Canadiens veulent savoir.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je sais que le député connaît bien la performance de notre pays en matière d'emploi. Nous avons créé 1,5 million d'emplois. Nous avons réduit le chômage dans toutes les provinces, sauf une, l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Gauthier: Allons donc!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député d'en face dit: «Allons donc!» Voilà les faits. Je sais que le député n'aime pas regarder les faits en face. Il ne veut pas entendre ce qui s'est passé au cours des cinq dernières années, en partie à cause des politiques suivies par notre gouvernement.

M. Gauthier: Continuez, j'écoute. Mais ne déformez pas les faits.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous revenons encore une fois à la source du problème, l'inflation. Si le député pouvait nous dire comment la réduire, je serais très heureux de l'écouter. Les députés néo-démocrates nous demandent depuis un an et demi de ne pas tenir compte de l'inflation parce que la hausse des taux d'intérêt est intolérable. Quand nous voyons que les pressions inflationnistes se font encore sentir aujourd'hui, nous savons que si nous n'avions pas tenu compte de l'inflation, elle serait hors de contrôle aujourd'hui, et c'est ce que nous essayons d'éviter.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Lorsqu'il a pris en main le porte-feuille en question, en 1984, il a hérité d'un surplus commercial de 20 milliards de dollars. Or, il a réussi depuis à créer le premier déficit commercial mensuel. Certains économistes prétendent qu'au cours de la prochaine année, le déficit commercial pourrait atteindre les 20 milliards de dollars.

Quelles mesures le ministre entend-il prendre afin d'éviter cette catastrophe économique.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis conscient du fait que notre économie est soumise à certaines pressions. C'est tout à fait clair. Cependant, le député tombe dans le même piège que le député qui siège juste derrière lui. Il se penche sur les symptômes du problème et non sur ses